

| CIGARETTES |

La contrebande est bien alimentée

TRISTAN PÉLOQUIN

Plus de 25 % des exportations mondiales de cigarettes seraient destinées à un vaste réseau de contrebande sur lequel les producteurs de tabac fermeraient volontairement les yeux.

C'est du moins la thèse que défend Luk Joossens, expert international de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de passage à Montréal à l'occasion de la première conférence internationale francophone sur le contrôle du tabac.

Affirmant se baser sur des documents du ministère de l'Agriculture des États-Unis, M. Joossens signale que chaque année, 250 milliards de bâtonnets de cigarette exportés par les multinationales du tabac disparaissent de la circulation pour être dirigés vers la contrebande. « Le principe est simple: tous pays confondus, environ 1000 milliards de bâtonnets de cigarette quittent les manufactures chaque année pour l'étranger, mais, selon les chiffres du gouvernement américain, seulement 750 milliards sont importés. Les 250 milliards de cigarettes disparues sont soit détournées par des sociétés-écrans d'import-export de pays tiers, soit introduites illégalement dans leur pays d'origine par les réseaux criminels. »

Selon M. Joossens, cette contrebande serait encouragée, voire organisée par les compagnies de tabac, qui y voient une manière d'écouler leurs stocks malgré le haut niveau de taxation qui est appliqué à leurs produits.

Ce serait donc de 5 à 7 % du marché mondial de la cigarette qui échapperait ainsi aux taxes imposées par les États. Les pertes totales en revenus pour les gouvernements seraient de l'ordre de 25 à 50 milliards de dollars par année, sans compter les coûts supplémentaires reliés à la santé.

Leçons canadiennes

« J'ai commencé à m'intéresser à la question de la contrebande au début des années 90, mais je n'avais pas la preuve que l'industrie prenait part à cette pratique, signale M. Joossens. J'ai cependant tiré d'importantes leçons de la poursuite intentée en 1999 par le gouvernement canadien contre plusieurs compagnies de tabac soupçonnées de contrebande à la frontière entre le Canada et les États-Unis. L'enquête menée par les autorités canadiennes m'a donné les preuves que je ne parvenais pas à obtenir. »

Lors de cette poursuite, le gouvernement Chrétien soutenait que les sociétés de tabac ainsi que le Conseil canadien des fabricants de tabac avaient enfreint les lois américaines sur les manoeuvres frauduleuses en complotant pour frauder le Canada au moyen d'un plan international de contrebande. La poursuite a cependant été rejetée par un tribunal inférieur et se trouve actuellement entre les mains de la Cour suprême des États-Unis, qui n'a pas encore décidé si elle entendra la cause.

Voir **CONTREBANDE** en A2

| CONTREBANDE |

Suite de la page A1

La thèse de Luk Joossens, qui a été publiée en octobre 2000 dans le *British Medical Journal*, a même poussé le ministère britannique du Commerce et de l'Industrie à lancer une enquête sur les exportations du groupe British American Tobacco (BAT) à partir du Royaume-Uni. D'autres États, dont Hong Kong, ont depuis porté des accusations contre des compagnies de tabac pour des histoires semblables.

Selon M. Joossens, la Suisse serait une importante plaque tournante de ce trafic, « puisque ses lois en matière de secrets industriels permettent aux compagnies de tabac d'agir en toute impunité. Toutes les multinationales du tabac y ont d'ailleurs implanté leurs quartiers généraux pour l'exportation », ajoute-t-il.

« Le plus curieux dans tout cela, c'est que les cigarettiers américains exportent 25 milliards de bâtonnets de cigarette en Irak, soutient le chercheur de l'OMS. Puisque Saddam Hussein et son frère contrôlent le réseau de contrebande irakien,

les Américains financent directement ce régime qu'ils souhaitent pourtant abolir. »

Pour arrêter cette contrebande, M. Joossens croit qu'une réglementation forçant les entreprises de tabac à plus de transparence dans leurs exportations pourrait avoir un effet positif. « Il faudrait forcer les cigarettiers à dévoiler publiquement la destination précise de leurs exportations, croit-il. L'OMS travaille actuellement, avec des représentants de 140 pays, à une convention-cadre à cet effet. Je ne sais pas quand nous en arriverons à une entente, mais je suis confiant que les gouvernements veulent eux aussi parvenir à éradiquer cette contrebande qui représente d'importantes sommes perdues. »

Luk Joossens animera aujourd'hui une conférence sur cette thèse, dans le cadre de la conférence internationale francophone sur le contrôle du tabac, qui se déroule au Palais des congrès de Montréal.

Passage à tabac à la française

*Première conférence
internationale
francophone sur
le contrôle du tabac*

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR

L'alerte a été donnée au début de l'été. «*Des traces d'acide cyanhydrique, de mercure, d'acétone et d'ammoniac ont été décelées dans un produit de consommation courante*», avertissaient gravement les messages diffusés à la télé et à la radio françaises, en «*prime time*», comme on le dit à Paris.

Suivait un numéro de téléphone «*pour plus d'information*». Pas moins de 400 000 appels ont été enregistrés dans le quart d'heure ayant suivi la première diffusion. La barre du million de connexions était passée peu après minuit. Le message téléphonique identifiait évidemment le tabac comme source de l'inquiétant fléau.

Jusque-là, les campagnes françaises contre l'inférial produit demeuraient frileuses, gentillettes, à vrai dire peu informatives. Mais comme la consommation de cigarettes progresse chez les adolescents de France et de Navarre, l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) a injecté

VOIR PAGE A 8: TABAC

TABAC

SUITE DE LA PAGE 1

près de 10 millions d'euros dans cette contre-offensive inspirée des campagnes menées aux États-Unis depuis 1999 autour du thème de «*La vérité*» (*The Truth*, d'où le site *jeveuxlavérité.com* mis en ligne par l'INPES).

A vrai dire, pour parler franc, sur les 4000 composés chimiques d'une zigoune, au moins 40 sont cancérigènes. A force de fumer, on devient cendre, un point c'est tout.

Il sera question de cette pub nouveau genre demain matin, au Palais des congrès de Montréal, dans le cadre d'un des premiers ateliers de la première Conférence internationale francophone sur le contrôle du tabac (CIFCOT). L'événement doit rassembler au moins 400 participants, dont plusieurs conférenciers venus d'une vingtaine de pays en tout ou en partie francophones (Suisse, Belgique, île de la Réunion, etc).

La Conférence se poursuit jusqu'à mercredi. Au total, on y entendra plus de cent spécialistes (dont une bonne moitié de docteurs et de professeurs) comparer les taux de goudron et de nicotine dans les cigarettes de pays développés et en développement, faire le point sur des procès contre l'industrie du tabac menés au Mali, au Canada, au Niger, dénoncer les stratégies de cette industrie visant les jeunes ou les femmes, raconter la prise en charge de patients fumeurs dans les hôpitaux de Genève, évaluer l'efficacité de divers médicaments antinicotiniques, etc.

Le programme est franchement impressionnant. Quand même, la question brûle les lèvres, comme un mégot: avait-on vraiment besoin de rediscuter de tout cela en français, les colloques internationaux se chargeant déjà de poser les mêmes questions et d'y répondre?

«*Les grandes conférences sur ce thème se passent toujours en anglais et ça se comprend puisque c'est la langue d'usage dans les conférences internationales*», explique alors Louis Gauvin, président de la CIF-

Position		

COT. Bien connu sur ce champ de bataille, M. Gauvin a fondé en 1996 la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac. *«J'ai quand même souvent rencontré des participants francophones regrettant ne pas pouvoir échanger entre eux, en français, sur l'état de leur recherche. Certains ne maîtrisent pas assez l'anglais. D'autres ont de la difficulté à s'exprimer dans cette langue. Nous venons donc combler un manque important et les participants sont d'ailleurs très enthousiastes.»*

Le rassemblement ne fait pas plus de concession que les publicités françaises, comme l'avoue encore le président-organisateur. *«Les présentations sont organisées autour de trois grandes thématiques développées en autant de jour, résume-t-il. La première identifie notre opposant: l'industrie du tabac et ses pratiques manipulatoires partout dans le monde.»*

Ce matin, le Dr Fernand Turcotte, de l'unité québécoise de recherche sur le tabagisme, va déposer une étude sur les liens entre les cigarettiers et les universités canadiennes. On y apprendra qu'aucune des 90 universités du pays n'interdit les subventions provenant de ce secteur. À peine une sur vingt a déjà débattu de cette question et une sur dix reçoit de l'argent emboucané (pour 115 000 \$ en moyenne). De plus, une seule université refuse d'investir dans l'industrie du tabac (par l'entremise du fonds de retraite, par exemple). *«Les liens entre l'industrie du tabac et les universités du Canada sont réels même s'ils ne sont pas étendus»,* conclut l'étude. Dans le même atelier, des Suisses viendront présenter le dossier de l'«affaire Rylander», du nom d'un professeur dont les travaux étaient financés par le conglomérat Philip Morris.

Le second thème, déployé mardi, concerne la riposte à ce secteur riche et puissant. Une équipe va dévoiler de récentes enquêtes montrant qu'il y a trois fois moins de fumeurs chez les garçons et deux fois moins chez les filles qui pratiquent un sport de manière assidue, en-dehors de l'école. On apprendra aussi que l'Organisation mondiale de la santé veut étendre cette année son étude sur le tabac et les jeunes dans le monde à 44 autres pays, pour ainsi rejoindre la population de 140 États.

Le troisième et dernier volet concerne la prospective, le futur immédiat. *«L'idée de base, c'est que la lutte ne sera plus, n'est déjà plus seulement médicale et scientifique: elle se déplace sur le côté politique»,* résume M. Gauvin. *«Seuls les gouvernements peuvent fournir les fonds nécessaires pour prévenir le tabagisme. Il faut donc que tous les intervenants dans cette lutte mondiale s'intéressent à l'action politique.»*

D'où l'idée d'instaurer un réseau international francophone pour poursuivre et stimuler le lobbying. D'où aussi l'idée de faire adopter la Déclaration de Montréal, une sorte de charte de la lutte contre le tabac dans les pays francophones. Un comité scientifique, déjà à l'œuvre, doit accoucher d'une proposition concrète d'ici demain soir. La déclaration sera soumise à l'approbation de tous les participants le lendemain, en clôture de la CIFICOT.

M. Gauvin refuse de dévoiler dans quel sens ira probablement le document toujours en gestation. Une chose est certaine, il devrait s'appuyer sur un des principes à la base de toutes les luttes antitabac dans le monde, peu importe le lieu ou la langue, à savoir cette vérité martelée dans la récente campagne franco-française: ce *«produit de consommation courante»* est tout simplement très dangereux pour la santé...

Position		

Conférence francophone sur le contrôle du tabac à Montréal

(PC) – Montréal sera l'hôte dès aujourd'hui jusqu'à mercredi de la 1^{ère} Conférence internationale francophone sur le contrôle du tabac.

L'événement se veut une 1^{re} étape de mobilisation de la francophonie contre l'industrie du tabac. On veut notamment mettre en commun les stratégies de lutte contre le tabagisme.

Entre 400 et 500 participants de 20 pays y sont attendus.

Fait exceptionnel : plusieurs représentants de l'industrie du tabac ont décidé d'assister aux débats en tant qu'observateurs.

25 % pour la contrebande

Une partie des exportations mondiales de cigarettes serait détournée à la vue des producteurs

TRISTAN PÉLOQUIN

La Presse

Plus de 25 % des exportations mondiales de cigarettes seraient destinées à un vaste réseau de contrebande sur lequel les producteurs de tabac fermeraient volontairement les yeux.

C'est du moins la thèse que défend Luk Joossens, expert international de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de passage à Montréal à l'occasion de la première conférence internationale francophone sur le contrôle du tabac.

Affirmant se baser sur des documents du ministère de l'Agriculture des États-Unis, M. Joossens signale que chaque année, 250 milliards de bâtonnets de cigarette exportés par les multinationales du tabac disparaissent de la circulation pour être dirigés vers la contrebande.

«Le principe est simple: tous pays confondus, environ 1000 milliards de bâtonnets de cigarette quittent les manufactures à chaque année pour l'étranger, mais, selon les chiffres du gouvernement américain, seulement 750 milliards sont importés. Les 250 milliards de cigarettes disparues sont soit détournées par des sociétés-écrans d'import-export de pays tiers, soit introduites illégalement dans leur pays d'origine par les réseaux criminels.»

Selon M. Joossens, cette contrebande serait encouragée, voire organisée par les compagnies de tabac, qui y voient une manière d'écouler leurs stocks malgré le haut niveau de taxation qui est

appliqué à leurs produits.

Ce serait donc de 5 à 7 % du marché mondial de la cigarette qui échapperait ainsi aux taxes imposées par les États. Les pertes totales en revenus pour les gouvernements seraient de l'ordre de 25 à 50 milliards de dollars par année, sans compter les coûts supplémentaires reliés à la santé.

«J'ai commencé à m'intéresser à la question de la contrebande au début des années 90, mais je n'avais pas la preuve que l'industrie prenait part à cette pratique, signale M. Joossens. J'ai cependant tiré d'importantes leçons de la poursuite intentée en 1999 par le gouvernement canadien contre plusieurs compagnies de tabac soupçonnées de contrebande à la frontière entre le Canada et les États-Unis. L'enquête menée par les autorités canadiennes m'a donné les preuves que je ne parvenais pas à obtenir.»

Lors de cette poursuite, le gouvernement Chrétien soutenait que les sociétés de tabac ainsi que le Conseil canadien des fabricants de tabac avaient enfreint les lois américaines sur les manœuvres frauduleuses en complotant pour frauder le Canada au moyen d'un plan international de contrebande.

La poursuite a cependant été rejetée par un tribunal inférieur et se trouve actuellement entre les mains de la Cour suprême des États-Unis, qui n'a pas encore décidé si elle entendra la cause.

La thèse de Luk Joossens, qui a été publiée en octobre 2000 dans le *British Medical Journal*, a même poussé le ministère britannique du Commerce et de l'Industrie à lancer une enquête sur les exportations du groupe British American To-



IMAGE-MÉDIA MAURICIE: MARIE DUHAIME

Selon l'expert international de l'Organisation mondiale de la santé, Luk Joossens, plus de 25 % des exportations mondiales de cigarettes seraient destinées à la contrebande.

bacco (BAT) à partir du Royaume-Uni. D'autres États, dont Hong Kong, ont depuis porté des accusations contre des compagnies de tabac pour des histoires semblables.

Selon M. Joossens, la Suisse serait une importante plaque tournante de ce trafic, «puisque ses lois en matière de secrets industriels permettent aux compagnies de tabac d'agir en toute impunité. Toutes les multinationales du tabac y ont d'ailleurs implanté leurs quartiers généraux pour l'exportation», ajoute-t-il.

«Le plus curieux dans tout cela, c'est que les cigarettiers américains exportent 25 milliards de bâtonnets de cigarette en Irak, soutient le chercheur de l'OMS. Puisque Saddam Hussein et son frère contrôlent le réseau de contrebande irakien, les Américains financent directement ce régime qu'ils souhaitent pourtant abolir.»

Pour arrêter cette contrebande, M. Joossens croit qu'une réglementation forçant les entrepri-

ses de tabac à plus de transparence dans leurs exportations pourrait avoir un effet positif. «Il faudrait forcer les cigarettiers à dévoiler publiquement la destination précise de leurs exportations, croit-il. L'OMS travaille actuellement, avec des représentants de 140 pays, à une convention-cadre à cet effet. Je ne sais pas quand nous en arriverons à une entente, mais je suis confiant que les gouvernements veulent eux aussi parvenir à éradiquer cette contrebande qui représente d'importantes sommes perdues.»

Luk Joossens animera aujourd'hui une conférence sur cette thèse, dans le cadre de la conférence internationale francophone sur le contrôle du tabac, qui se déroule au Palais des congrès de Montréal.

C'est par ailleurs aujourd'hui que les avocats présenteront leurs plaidoiries finales dans la cause des manufacturiers de cigarettes qui veulent faire lever les restrictions sur la publicité. ●

Sommet francophone sur le tabagisme

A force de fumer, on devient cendre !

MONTREAL (PC) - Sur les 4000 composés chimiques que compte une cigarette, au moins 40 sont cancérigènes. À force de fumer, on devient cendre, un point c'est tout.

C'est ce dont discuteront dès lundi au moins 400 participants venus d'une vingtaine de pays francophones pour assister au Palais de Congrès de Montréal à la première Conférence internationale francophone sur le contrôle du tabac (CIFCOT).

Au total, on y entendra plus de cent spécialistes comparer les taux de goudron et de nicotine dans les cigarettes de pays développés et en développement, faire le point sur des procès contre l'industrie du tabac menés au Mali, au Canada, au Niger, dénoncer les stratégies de cette industrie visant les jeunes ou les femmes, raconter la prise en charge de patients fumeurs dans les hôpitaux de Genève, évaluer l'efficacité de divers médicaments antinicotiniques, etc.

«Les présentations sont organisées autour de trois grandes thématiques développées en

autant de jour, résume le président-organisateur de l'événement, M. Louis Gauvin.

La journée de lundi porte sur «l'industrie du tabac et ses pratiques manipulatoires partout dans le monde».

Le Dr Fernand Turcotte, de l'unité québécoise de recherche sur le tabagisme, déposera une étude sur les liens entre les cigarettiers et les universités canadiennes. On y apprendra notamment qu'aucune des 90 universités du pays n'interdit les subventions provenant des multinationales du tabac.

Le second thème, déployé mardi, concernera la riposte à ce secteur riche et puissant. Une équipe dévoilera de récentes enquêtes montrant qu'il y a trois fois moins de fumeurs chez les garçons et deux fois moins chez les filles qui pratiquent un sport de manière assidue, en dehors de l'école.

Le troisième et dernier volet sera consacré au la prospective, au futur immédiat. «L'idée de base, c'est que la lutte ne sera plus, n'est déjà plus seulement médicale et scientifique: elle se déplace sur le côté politique», résume M. Gauvin.

«Seuls les gouvernements

peuvent fournir les fonds nécessaires pour prévenir le tabagisme. Il faut donc que tous les intervenants dans cette lutte mondiale s'intéressent à l'action politique.»

D'où l'idée d'instaurer un réseau international francophone pour poursuivre et stimuler le lobbying. D'où aussi l'idée de faire adopter la Déclaration de Montréal, une sorte de charte de la lutte contre le tabac dans les pays francophones. Un comité scientifique, déjà à l'oeuvre, doit accoucher d'une proposition concrète d'ici mardi soir.